



Nicolas Dupont-Aignan

*Député de la Nation
Ancien candidat aux élections présidentielles
de 2012 et 2017
Président de Debout la France*



François Asselineau

*Ancien candidat à l'élection présidentielle de 2017
Président de l'Union populaire républicaine*



Florian Philippot

*Conseiller régional du Grand-Est
Président de Les Patriotes*

Monsieur Olivier Véran

Ministre des Solidarités et de la Santé

Paris, le 2 janvier 2021

Objet :

Demande d'un point d'information hebdomadaire du gouvernement à destination des Français sur l'état des traitements testés et développés contre la Covid-19 dans le monde et en France

Monsieur le Ministre,

La crise que traverse notre pays depuis le mois de mars 2020 est d'une ampleur inédite. S'ajoutant aux milliers de décès imputés à la Covid-19, une récession ravageuse frappe les Français du fait des mesures de restriction adoptées par le gouvernement pour lutter contre la pandémie. La pauvreté, dans laquelle des centaines de milliers de Français ont basculé en 2020, tue aussi.

Face à l'urgence de trouver au plus vite des solutions permettant un retour à la normale, qui doit être la priorité absolue de toutes les politiques menées par l'État, la politique sanitaire de votre ministère suscite de vives protestations parmi un nombre croissant de Français qui n'ont plus confiance dans la parole officielle.

Tout ceci s'accompagne d'une atmosphère délétère dans le débat public où toute interrogation critique est immédiatement qualifiée de « complotiste » par les autorités et les médias, quand elle n'est pas purement et simplement interdite d'expression. Et cela, alors même qu'elle émane d'abord de professeurs mondialement réputés dans leurs spécialités - y compris d'un Prix Nobel de médecine - ou de nombreux médecins. Une telle situation est sans précédent.

Or, beaucoup de questions demeurent. D'une part, sur l'origine précise du virus et sur la chaîne de transmission de la chauve-souris à l'homme. D'autre part, sur les caractéristiques exactes, l'innocuité, la durée de protection, les effets secondaires et les conditions d'acquisition auprès des laboratoires pharmaceutiques des tout nouveaux vaccins contre la Covid-19, dits à ARN messager, sur lesquels on ne dispose d'aucun recul. Nous notons que la plupart des pays du monde, hors OCDE, préfèrent les vaccins de conception classique mis au point par la Chine et la Russie.

Dans ces circonstances, le choix de vos services de n'envisager comme remèdes que les confinements successifs, qui n'enrayent jamais définitivement la maladie, et la seule vaccination à ARN paraît incompréhensible. Imagine-t-on ce qui serait advenu si vos prédécesseurs s'étaient refusés à envisager tout autre remède au virus VIH que la vaccination, en écartant par principe les multithérapies ?

Pourquoi, en effet, rejeter en bloc, dans ce qui apparaît comme une posture de principe, toute hypothèse de cures prophylactiques et de traitements médicamenteux contre la Covid-19, qui ont permis dans bien des pays de limiter le nombre de cas et de décès, mais aussi d'éviter une mise à l'arrêt de l'économie ? Ce dogmatisme est d'autant moins justifiable qu'il contredit frontalement l'ensemble de l'expérience antérieure en matière de recherche curative.

Vos services ont, dès les premiers jours, dénigré la possibilité d'un traitement à base d'hydroxychloroquine et/ou d'azithromycine, et se comportent désormais comme si les prétendues nocivité et inefficacité de ce traitement faisaient l'objet d'un consensus mondial, ce qui n'est absolument pas le cas. Il ne s'agit sans doute pas d'un cocktail miracle, mais des dizaines d'études à travers le monde tendent à prouver qu'il aurait au moins une efficacité prophylactique partielle. De nombreux pays du monde, notamment en Afrique et en Asie, y ont d'ailleurs recours dans leur panoplie thérapeutique, et l'Italie elle-même vient de l'autoriser officiellement.

Nous n'insisterons pas sur l'épisode peu glorieux de l'étude falsifiée du *Lancet*, qui, malgré son retrait, fonde encore l'interdiction du traitement par hydroxychloroquine en France. Le refus de votre ministère de revenir officiellement sur cette décision pèse lourd dans la perte de confiance massive dont souffre le discours gouvernemental et dont, par ailleurs, vous vous inquiétez à juste titre.

Nous n'insisterons pas non plus sur l'exception du Remdesivir, inefficace, nocif et ruineux, qui a mystérieusement trouvé grâce auprès de l'UE au point qu'elle en a commandé pour près d'1 Md€.

Par ailleurs, plusieurs études scientifiques préliminaires récemment publiées sur l'Ivermectine montrent que ce médicament aurait des effets positifs à tous les stades de la maladie et aurait même une efficacité proche de 100% en prophylaxie. De plus, l'OMS a déclaré que ce remède est sans danger et utilisable à grande échelle. Ce médicament déjà ancien est d'un coût très raisonnable, bien inférieur à celui des vaccins et de la campagne massive de tests.

Votre gouvernement n'a pas diligenté d'étude scientifique publique sur l'Ivermectine menée par des chercheurs libres de tout conflit d'intérêt. Or la question mérite d'être posée : ce médicament est-il effectivement un remède efficace, à tel ou tel stade, contre cette maladie ? Pourquoi ne pas faire d'études ?

S'il est découvert que ce remède n'a pas une efficacité suffisante, la France n'aura rien perdu. Mais s'il se révèle que ce remède est d'une efficacité remarquable, comme le suggèrent les premières études publiées, la France aura été l'une des pionnières dans la résolution d'une crise sanitaire, économique et sociale sans précédent, en même temps qu'elle aura sauvé des vies supplémentaires.

Les scientifiques envisagent aussi bien d'autres traitements, employés ou testés à l'étranger. Notamment des traitements à base des anticorps dits « d'Eli Lilly », piste si sérieuse que son utilisation a été officiellement autorisée par l'agence américaine du médicament, ou bien encore à base de Molnupiravir, de Favipiravir, expérimenté en Extrême-Orient, de Dexaméthasone, ou de graines de Nigelle (Pakistan).

Vos services dédaignent également de lancer de grandes campagnes de communication pour conseiller aux Français la stimulation des défenses immunitaires par la prise de vitamines C, D et de zinc, alors que ce sont des indications ultra-connues et qui ne peuvent avoir que des effets bénéfiques. Au lieu de cela, les Français malades sont sommés de se claquemurer chez eux en se contentant de paracétamol, les plus âgés d'entre eux étant « soulagés » dans leur fin de vie par le dangereux Rivotril.

Quant à ceux qui n'ont pas contracté la maladie, ils sont priés d'attendre le vaccin comme l'on attendrait un Messie, et dans cette attente de subir de plein fouet la crise économique. Attente assortie d'un insupportable sentiment de désespoir et scandée par l'annonce lugubre quotidienne du nombre de morts.

Comme dans toute recherche thérapeutique empirique, certains des traitements envisagés dans le monde, et en France, pour contrer la Covid-19 entraîneront sans doute des déceptions. Mais d'autres fonctionneront peut-être au-delà des espoirs placés en eux.

Ce qui est certain, c'est que les traitements - et pas seulement les vaccins - constituent une clé essentielle du combat contre la Covid-19.

C'est la raison pour laquelle, nous, Présidents de trois partis politiques français ayant recueilli à eux trois quelque 6% des votes lors des dernières élections nationales (européennes de 2019), soit 1,2 million de suffrages, vous demandons au nom de tous nos adhérents et sympathisants :

- de revenir sur votre choix incompréhensible d'écarter d'emblée l'idée même de faire procéder aux essais nécessaires pour explorer tous les traitements les plus prometteurs ;
- d'exposer aux Français selon un rythme fréquent et régulier, si possible hebdomadaire, la liste exhaustive des traitements contre la Covid-19 testés et développés dans le monde et en France, et quels sont ceux que vous comptez privilégier ou, *a contrario*, écarter et pourquoi.

Nos compatriotes découvriront ainsi - avec surprise et espoir - l'étendue des recherches thérapeutiques qui existent à travers le monde, en dehors des recherches vaccinales sur lesquelles leur attention est aujourd'hui indûment et exclusivement focalisée.

En l'état actuel des connaissances, le ministère de la Santé pourrait ainsi présenter aux médias l'avancée des études et les résultats scientifiques obtenus dans le traitement de la Covid-19 avec chacun des médicaments ou compléments suivants, de façon prophylactique puis à toutes les phases de la maladie :

1. Hydroxychloroquine
2. Azithromycine
3. Ivermectine
4. anticorps dits « d'Eli Lilly »
5. Molnupiravir
6. Avigan (Favipiravir)
7. Dexaméthasone
8. Tocilizumab
9. SNG001 à base d'interférons bêta
10. Interféron alpha-2b
11. Anakinra
12. Graines de nigelle
13. Vitamine C
14. Vitamine D
15. Zinc
16. Ainsi que tout autre médicament en cours de recherche, en France et dans le monde, et dont nous n'aurions pas connaissance.

Permettez-nous de souligner que notre demande - que nous allons communiquer aux médias - relève du pur bon sens et est conforme à toute l'éthique médicale depuis des siècles.

Alors qu'en ces temps troublés, la parole publique a un besoin urgent de retrouver la confiance des Français, nous espérons fermement que vous lui donnerez une suite positive et que vous ferez ainsi ce qui nous paraît être le bon choix pour la santé des Français, pour leur survie économique, pour la cohésion du lien social et pour le crédit de la parole de l'État.

Dans l'attente de votre réponse, nous vous prions, Monsieur le Ministre, de trouver ici l'expression de nos salutations les plus distinguées.



Nicolas Dupont-Aignan



François Asselineau



Florian Philippot